

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
Division de Bar Le Duc  
14 rue Antoine Durenne  
Parc Bradfer CS 70542  
55013 Bar Le Duc

Bar Le Duc, le 05/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CODECOM de Revigny-sur-Ornain**

2 place Pierre gaxotte  
55800 Revigny-Sur-Ornain

Références : 205-2025  
Code AIOT : 0006209041

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2025 dans l'établissement CODECOM de Revigny-sur-Ornain implanté Rue de la Tresse Prolongée 55800 Revigny-sur-Ornain. L'inspection a été annoncée le 11/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CODECOM de Revigny-sur-Ornain
- Rue de la Tresse Prolongée 55800 Revigny-sur-Ornain
- Code AIOT : 0006209041
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La communauté de commune du pays de Revigny (COPARY), exploite une installation de collecte de déchets, sur le territoire de la commune de Revigny sur ornain, enregistrée par arrêté préfectoral n°2024-141 du 19 janvier 2024.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle          | Référence réglementaire                       | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|----------------------------|-----------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 3  | Implantation - Aménagement | Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 2.2 | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 6 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle          | Référence réglementaire                         | Autre information |
|----|----------------------------|-------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Capacité                   | Arrêté Préfectoral du 19/01/2024, article 1.2.1 | Sans objet        |
| 2  | Loi sur l'eau              | Arrêté Préfectoral du 19/01/2024, article 1.6.1 | Sans objet        |
| 4  | Implantation - Aménagement | Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 2.3   | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les déchets dangereux, objet de l'article 2.2 de l'Arrêté ministériel du 27 mars 2012, ne sont pas stockés à l'abri des intempéries.

Une mise en demeure est proposée à l'autorité préfectorale.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Capacité

|                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/01/2024, article 1.2.1                                                                                                                                                                                   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Volume maximal de déchets susceptible d'être présent                                                                                                                                                                   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Le volume maximal de déchets non dangereux susceptible d'être présent dans l'installation enregistrée sous la rubrique 2710-2-a de la rubrique des installations classées pour la protection de l'environnement :<br>713 m3 |
| <b>Constats :</b><br><br>Le volume maximal de 713 m3 n'est pas encore atteint, les travaux d'extension de la déchetterie n'étant pas commencés.<br>L'exploitant précise que le volume maximal actuel de déchets non-dangereux est de 280m3.                        |

|                                       |
|---------------------------------------|
| Type de suites proposées : Sans suite |
|---------------------------------------|

N° 2 : Loi sur l'eau

|                                                                           |
|---------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/01/2024, article 1.6.1 |
|---------------------------------------------------------------------------|

|                                                  |
|--------------------------------------------------|
| Thème(s) : Situation administrative, Zone humide |
|--------------------------------------------------|

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant réalise une étude de caractérisation de la zone de son projet selon les critères de définition et de délimitation des zones humides de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié avant la mise en service de ses installations. Cette étude est transmise dès réalisation et préalablement à la réalisation des travaux à l'inspection des installations classées munie, le cas échéant des actions à réaliser.

**Constats :**

L'exploitant a réalisé et transmis à l'inspection, une étude de délimitation de zone humide (Dossier n°240072V01 réalisée par le bureau d'étude DUMAY 28 avenue Philippoteaux - 08200 SEDAN).

Le rapport conclut que "Sur la zone d'étude, il n'y a donc aucune zone humide délimitée par les "sols" ou "la flore" au temps "t" d'observation selon la réglementation en vigueur".

Aucun travaux d'extension n'a été pour l'instant entrepris sur la zone prévue à cet effet.

|                                       |
|---------------------------------------|
| Type de suites proposées : Sans suite |
|---------------------------------------|

N° 3 : Implantation - Aménagement

|                                                                         |
|-------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 2.2 |
|-------------------------------------------------------------------------|

|                                                     |
|-----------------------------------------------------|
| Thème(s) : Risques chroniques, Locaux d'entreposage |
|-----------------------------------------------------|

**Prescription contrôlée :**

Les déchets dangereux sont entreposés dans des locaux spécifiques dédiés, abrités des intempéries, à l'exception des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles.

**Constats :**

L'exploitant précise que les travaux d'extension et de mise aux normes de la déchetterie n'ayant pas encore débutés, le local prévu pour stocker les déchets dangereux est inexistant. Ces déchets sont pour l'heure, stockés dans des bacs à l'extérieur, à l'air libre et sans mesure compensatoire.

|                                        |
|----------------------------------------|
| Type de suites proposées : Avec suites |
|----------------------------------------|

|                                                                  |
|------------------------------------------------------------------|
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
|------------------------------------------------------------------|

|                                |
|--------------------------------|
| Proposition de délais : 6 mois |
|--------------------------------|

N° 4 : Implantation - Aménagement

|                                                                         |
|-------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 2.3 |
|-------------------------------------------------------------------------|

|                                              |
|----------------------------------------------|
| Thème(s) : Risques chroniques, Accessibilité |
|----------------------------------------------|

|                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est ceinte d'une clôture de manière à interdire toute entrée non autorisée. Au besoin, un panneau indiquant la limitation de vitesse à l'intérieur de l'installation est apposée à l'entrée du site.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation est clôturée et fermée par un portail qui en interdit l'accès pendant les heures de fermeture.</p>                                                                                                                     |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                               |